

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre «The Story of the Limerick Soviet, April 1919».

La traduction a été réalisée en octobre 2012 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Le texte a été féminisé.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# L'HISTOIRE DU SOVIET DE LIMERICK AVRIL 1919

**PAR D.R. O'CONNOR LYSAGHT (1979)**

## Introduction

Le 21 janvier 1919, le Dail Eireann<sup>1</sup> tint sa session d'ouverture et les Volontaires Irlandais<sup>2</sup> versaient le premier sang mortel depuis 1916 à Soloheadbeg, dans le Comté de Tipperary. Ces faits ont laissé leur sceau pour les historiens ultérieurs des premiers mois de l'année.

Cependant une telle emphase est le produit d'évènements ultérieurs plutôt que celui du jugement des informations d'alors. La première session du Dail et Soloheadbeg sont, à leur époque, des incidents isolés dans une période qui était plus notable pour son agitation ouvrière. La grève des mécaniciens de Belfast commença à peu près en même temps que ces deux évènements nationalistes et, avant la fin du mois, Peadar O'Donnell dirigeait l'occupation soviétique de l'asile d'aliénés de Monaghan. C'étaient juste les grèves en cours.

Que de tels évènements aient été réduits en faveur des actes, alors moins fréquents, de la lutte nationale n'est cependant pas complètement erroné. L'existence du Dail fournissait pour la lutte nationale un centre d'attention institutionnel de long terme auquel les luttes sociales ne pouvaient être assorties, ni non plus l'ITGWU (International Transport and General Workers Union, littéralement quelque chose comme Syndicat International du Transport et des Travailleurs en Général, un syndicat combatif interprofessionnel créé en 1908 par le charismatique leader syndicaliste Jim Larkin, James Connolly, le célèbre syndicaliste et socialiste républicain y participait également. L'ITGWU anima la grande lutte de 1913 à Dublin – Note du CATS) ou le Parti Travailleuse Irlandais ou le Trade Union Congress (la grande confédération syndicale réformatrice et bureaucratique du Royaume-Uni, le TUC avait une très grande influence dans le Parti Travailleuse, qui fut longtemps l'émanation politique, la courroie de transmission du syndicat – Note du CATS). Le refus par le Dail de ces organismes pour rechercher l'avance consistante de la Guerre d'Indépendance permit à ce dernier de dominer ce qui avait été la lutte initiale contre l'impérialisme britannique. Dans cette position, il tira beaucoup de la lutte économique alors que la

---

<sup>1</sup> Le fut un parlement extra-légal, non reconnu et clandestin qui réunissait à l'origine les représentants du Sinn Fein qui avaient été élus au parlement britannique. Ceux-ci refusèrent de reconnaître ce parlement et siégèrent en Irlande dans une assemblée indépendante censée représenter le mouvement républicain irlandais – Note du CATS.

<sup>2</sup> Les Volontaires Irlandais (Irish Volunteers) étaient la principale milice républicaine irlandaise. Leur organisation avait été créée en 1913 en réponse à la création d'une milice unioniste, pro-britannique, celle des Ulster Volunteers. Les Irish volunteers fournirent le gros des insurgés durant la révolte de Pâques 1916 et avec d'autres organisations républicaines combattantes ils formèrent durant la guerre d'indépendance (1919-1921) l'IRA, Irish Republican Army, qui fut reconnu comme armée nationale par le Dail Eireann – Note du CATS.

lutte nationale qu'il menait avait supplanté les questions économiques en intensité en 1920. D'un autre côté, la justification des dirigeants du mouvement ouvrier quant à leur inaction – le besoin de maintenir l'unité du mouvement syndical, qui ne faisait alors qu'un avec le parti politique travailliste à la mode syndicaliste - se trahit elle-même à la fin avec la scission de Larkin.

Bien que la direction du mouvement ouvrier irlandais n'ait pas essayé de prendre la tête de la lutte pour l'indépendance, elle intervint, sur plusieurs aspects spécifiques, pour la faire avancer par des moyens – l'arme de la grève – qu'elle seule pouvait commander à cette époque. En cinq occasions entre avril 1918 et décembre 1920, la grève fut utilisée pour affirmer des droits démocratiques qui étaient mis en danger par les actions des occupants impériaux de l'Irlande. Trois d'entre elles furent appelées suite à l'action spontanée de la base plus qu'à l'initiative de l'Exécutif National du mouvement ouvrier. Chacune des cinq, à part la grève sur les permis de conduire<sup>3</sup> de l'hiver 1919-1920 et la dernière – la grève des munitions de guerre de 1920<sup>4</sup> – tendaient à renforcer plus qu'à affaiblir le mouvement ouvrier dans son ensemble. Sur les exceptions (deux exemples d'initiatives spontanées plutôt que prévues de manière centralisée), la première fut gâchée par les chamailleries entre syndicats et l'autre vint à un moment où le manque d'une perspective de la direction travailliste sur la question nationale était complètement inadéquate comme opposition aux Black and Tans<sup>5</sup>.

L'exemple restant d'initiative de la base de la classe ouvrière pour s'opposer à l'impérialisme est le sujet de cette brochure. Comme les deux autres exemples de telles initiatives, elle fut handicapée par la direction nationale du mouvement ouvrier. Mais, en partie à cause de son caractère régional, ce handicap n'eut pas un effet affaiblissant sur les luttes en général du mouvement ouvrier de l'époque comme ce fut le cas dans le contexte des grèves sur les permis de conduire et les munitions de guerre.

La grève générale de Limerick en avril 1919 fut, à sa manière, un exemple classique de la synthèse dialectique – l'interaction mutuelle – des méthodes de lutte du mouvement ouvrier avec la cause de l'autodétermination irlandaise. Il n'était pas accidentel que cela ait dû être une initiative spontanée des travailleurs/euses de Limerick. La ville fut remarquée à la fois pour ces récents actes nationalistes et pour son syndicalisme ouvrier.

D'aussi loin que vienne le nationalisme, cela avait été, évidemment, l'évêque O'Dwyer de Limerick qui avait, à la grande surprise de tout le monde, été le membre de la hiérarchie catholique qui avait condamné les exécutions britanniques des leaders du soulèvement de Pâques. En janvier 1918, son maire, Stephen Quinn, avait accepté un titre de chevalier britannique et avait été, par conséquent, remplacé dans un délai d'un mois par un maire du Sinn Fein<sup>6</sup>, Alphonsus O'Mara, de la firme de jambon fumé Donnelly's.

---

<sup>3</sup> Cette grève des chauffeurs, routiers, taxis fut déclenchée par l'instauration d'un permis de conduire par les autorités britanniques. Il y eut plusieurs milliers de grévistes dans le pays. Cette grève perturba assez fortement l'activité économique – Note du CATS.

<sup>4</sup> La grève des munitions fut une longue lutte menée essentiellement par les cheminots pour empêcher le transport d'armes et de munitions en faveur de l'armée britannique durant la guerre d'indépendance. Elle s'étendit également par la suite aux transport de troupes et concerna aussi les travailleurs portuaires qui refusèrent de décharger le matériel militaire des navires.

<sup>5</sup> Les black and tans étaient une police paramilitaire auxiliaire recrutée par les britanniques parmi les nombreux soldats anglais démobilisés après la première Guerre Mondiale. Cette police servait à la lutte contre l'IRA. Elle acquit rapidement une réputation de cruauté. Le surnom de Black and Tans, littéralement « noirs et fauves », est lié à la couleur des uniformes de cette police – Note du CATS.

<sup>6</sup> Le Sinn Fein est un parti nationaliste républicain irlandais fondé en 1905 et toujours actif de nos jours. Il obtint de très bons résultats aux élections de 1918 après que le gouvernement britannique ait tenté d'imposer la conscription en Irlande pour remplacer ses troupes décimées par l'offensive allemande du printemps 1918, ce qui provoqua des troubles en Irlande – Note du CATS).

O'Mara fut réélu l'année suivante. C'était à un moment où les conseils municipaux d'Irlande étaient encore ceux élus dans les années d'avant 1914 et étaient dominés par des conseillers qui avaient été des partisans, d'une manière ou d'une autre, du Parti parlementaire<sup>7</sup>, ou au moins de sa stratégie.

Ce nationalisme devait affecter le Conseil Uni des Métiers et du Travail (United Trades and Labour Council, un organisme réunissant les syndicats locaux, une sorte d'Union Locale apparemment – Note du CATS) de la ville. Au même moment, cet organisme fut affecté par l'autre courant révolutionnaire de la classe ouvrière d'alors : le syndicalisme (c'est-à-dire l'idée qu'un Grand Syndicat était tout ce qu'il fallait comme arme pour atteindre le socialisme). En novembre 1918, le Parti Travailleiste Irlandais et le Trade Union Congress avaient amendé leur constitution pour permettre certaines formes d'intervention politique à leurs côtés par des individus en dehors des syndicats. Le Conseil Syndical (Trades Council) de Limerick, aux côtés de ceux de Cork et Waterford, avait mené l'opposition à cette entorse au principe syndicaliste.

Ce courant fut renforcé par la croissance récente de l'IT&GWU dans la ville et son militantisme était en augmentation du fait que cette expansion avait produit un conflit entre la Compagnie de Lait Condensé d'Irlande et ses 600 employés à l'usine de Lansdowne. Les travailleurs/euses dans toutes les entreprises gérées par le trust de la famille Cleeve, qui dirigeait la Compagnie du Lait Condensé, envoyèrent des délégués en avril 1919 pour former un Conseil d'Action de la province de Munster qui menaçait d'entamer des actions de grèves pour de meilleures conditions dans les usines de la Compagnie du Lait Condensé. La Compagnie répliqua par une politique du « diviser pour régner ». Tout d'abord elle accorda une semaine de 48 heures pour un salaire horaire de 11 pennies et quart (45 schillings par semaine) à ses 600 travailleurs/euses de Lansdowne (où elle avait son quartier général). Au même moment, elle virait le délégué d'atelier (shop steward) de l'IT&GWU de l'usine.

Tandis que cela se produisait, des événements survenaient qui allaient amener au conflit qui allait montrer comment les traditions du nationalisme et du syndicalisme affectaient la réponse du Conseil Uni des Métiers et du Travail de Limerick face à un exemple concret de répression militaire.

### **Les débuts du Soviet de Limerick**

Le dimanche 6 avril 1919, les Volontaires du Comté de Limerick passèrent à l'action. Leur mission était de secourir un de leur membre, Robert J. Byrne. Byrne était un syndicaliste important, un membre du Conseil des métiers, qui avait perdu son emploi comme opérateur du télégraphe pour sa participation à l'organisation de ses collègues dans son syndicat. Le 21 janvier, il fut persécuté encore plus, cette fois-ci pour ses opinions républicaines. Une cour martiale de l'armée britannique le condamna à 12 mois d'emprisonnement aux travaux forcés pour la possession d'un revolver et de munitions sans autorisation. À la prison de Limerick, il était traité comme un détenu ordinaire. En tant qu'officier le plus gradé des Volontaires emprisonnés là, il les dirigea dans une agitation pour obtenir le statut politique. Cela fut soutenu par les 35 syndicats affiliés au Conseil Uni des Métiers et du Travail de Limerick. Le 1<sup>er</sup> février, celui-ci adopta une motion de protestation contre le traitement des prisonniers politiques et l'inactivité des juges visiteurs de prisons (« Visiting Justices », apparemment des juges en charge du traitement judiciaire des manquements disciplinaires des prisonniers et du traitement de leurs plaintes légales contre

---

<sup>7</sup> Il est fait ici référence au Parti Parlementaire Irlandais qui luttait pour une autonomie accrue de l'Irlande au sein du Royaume-Uni mais sans viser pour autant l'indépendance. Ce parti avait dominé les élections de 1914 en Irlande mais celles de 1918 allaient redistribuer politiquement les cartes en faveur du Sinn Féin favorable à l'indépendance – Note du CATS

l'administration pénitentiaire – Note du CATS) et du médecin en chef. La motion appelait les députés et conseillers municipaux locaux à assurer le statut politique pour les prisonniers

Rien de cela n'eut de résultat. Le statut des prisonnierEs politiques de l'époque était remarqué pour l'absence des avantages dont les prisonnierEs ordinaires profitaient. À la fin, ils démolirent leurs cellules et détruisirent les installations. En représailles, les gardiens de prison les frappèrent, leur enlevèrent leurs chaussures et leurs vêtements et menottèrent jour et nuit leur leader, mis au pain sec et à l'eau en régime d'isolement. Les prisonniers commencèrent une grève de la faim. La situation de Byrne devint telle que le 12 mars, il fut transféré, sous garde policière, à l'Hôpital Correctionnel (Workhouse Hospital) de Limerick (maintenant St Camillus).

C'est là, à 18 heures, le 6 avril, que ses camarades Volontaires essayèrent de le secourir. Ils échouèrent. Un policier fut tué par balle, un second fut mortellement blessé et Byrne lui-même fut emmené par l'équipe de sauvetage, mais il avait été mortellement blessé durant la lutte. Son cadavre fut retrouvé et emmené à la cathédrale de Limerick pour rester là en l'état. Le Bureau des Gardiens de Limerick (institution élue chargée de l'application de la Loi sur les Pauvres et de la gestion des workhouses où étaient enfermés et contraints au travail les vagabondEs, les nécessiteux/ses et les mendiantEs – Note du CATS) lui rendit hommage comme ayant été un « patriote sachant s'effacer ».

Le gouvernement du Royaume-Uni ne pouvait accepter une telle déclaration sans agir contre elle. La ville de Limerick fut proclamée « Zone militaire Spéciale » sous le contrôle de l'armée britannique. Aux funérailles de Byrne, le parcours de la procession était encadré par des lignes de troupes britanniques baïonnettes au canon, la procession elle-même fut dépassée par un défilé de voitures blindées tandis que des avions militaires la survolaient. Deux des cousins de Byrne furent arrêtés et accusés d'avoir abattu les policiers mais les contrôleurs militaires de la zone doutaient de leur capacité à prouver l'affaire. (En fait les deux furent en conséquence relâchés). Le républicanisme devait être supprimé, d'une manière ou d'une autre, dans une ville qui était de beaucoup de manières la plus rebelle en Irlande

Ainsi, le vendredi 11 avril, une grande zone dans et autour de la commune de Limerick fut déclarée sous loi martiale jusqu'au mardi suivant. La zone concernée incluait toute la ville, sauf la partie de celle-ci qui est au Nord de la rivière Shannon, avec les townlands (la plus petite division de la terre, utilisée en Irlande – Note du CATS) de Killalee, Monamuck, Park et de Spittleland et ceux des terres communales de Rhebogue et Singland qui sont à l'ouest de la ligne de chemin de fer de la GS&WR (Great Southern and Western Railway) qui va de Limerick à Ennis. L'Hôpital Correctionnel où la fusillade avait eu lieu était en dehors de la limite. Toute personne qui voulait entrer dans cette zone ne pouvait le faire que si elle avait un permis, portant sa photographie et sa signature, qui étaient délivrés par l'armée britannique sur recommandation de la RIC (Royal Irish Constabulary, police royale irlandaise – Note du CATS). Il n'y avait pas d'exceptions pour les travailleurs/euses allant à et venant de leur travail qui était souvent en dehors de la zone concernée. Ce fait fut déclaré, par Sean Cronin, le Président du Conseil Uni des Métiers et du Travail, comme étant la cause décisive des événements qui allaient débiter.

Le samedi 12 avril, les travailleurs/euses de l'usine de Lansdowne de la Compagnie du Lait Condensé, qui étaient pour la plupart affectés par la mesure des permis, cessèrent le travail pour protester contre celle-ci.

Ce sont les syndicats qui représentaient la plupart des travailleurs/euses – l'IT&GWU et le syndicat des Travailleurs Alliés cléricaux Irlandais (Irish Clerical Allied Workers' Union) – qui furent les plus véhéments le jour suivant, quand le Conseil Uni des Métiers et du Travail tint un meeting spécial sur cette question à l'Institut de Mécanique. Après une discussion qui dura plus de deux sessions (certainEs

craignaient qu'une possible pénurie alimentaire résulte de la décision), il fut décidé à 23H30 d'appeler à une grève générale dans la ville à compter de 5 heures du matin le lundi 14 avril, jusqu'à la fin de la loi martiale.

À un meeting de masse pour proclamer cette décision, Cronin menaça également d'en appeler au soutien des cheminots, déclarant que seules les 48 heures qui leur étaient nécessaires pour qu'ils aient la permission de leur Exécutif à Londres l'empêchait de le faire immédiatement. En fait ils avaient annoncé à leur Exécutif à Londres qu'ils se mettraient en grève à partir du 16 mercredi 16 avril s'il en donnait la permission.

Le Conseil Uni des Métiers et du Travail se transforma en Comité de grève ; Cronin, étant son Président, resta à sa tête sous cette nouvelle forme. Immédiatement, il s'empara d'une presse d'imprimerie à Cornmarket Row, prépara des affiches expliquant la grève et elles furent collées dans tout Limerick. Ce fut la première de nombreuses publications durant les quinze jours suivants : permis, proclamations, liste des prix alimentaires et bulletin de grève. À côté de la propagande, le Comité désigna des équipes squelettiques pour maintenir la fourniture de gaz, d'électricité et d'eau.

### **La grève est organisée**

La grève eut un succès immédiat. Malgré la soudaineté de la décision, elle fut suivie par 15 000 travailleurs/euses organisés. Le lundi 14, tout ce qui fonctionnait étaient les services publics grâce aux équipes squelettiques assignées, certains camionneurs avec des autorisations du Comité de Grève pour amener des journalistes voulant l'interviewer, les banques, les hôtels, toutes les activités gouvernementales (y compris l'enquête sur Robert Byrne et le bureau de poste, encore qu'uniquement pour la vente de timbres) et les chemins de fer (quoique les mécaniciens cessèrent le travail le jour suivant).

Ce triomphe avait du soutien au delà de sa nature de classe. La petite bourgeoisie, les petitsEs commerçantEs participèrent assez facilement à la grève. De plus, l'armée s'aliéna les plus grands capitalistes. Le général Griffin, l'officier britannique commandant la zone, refusa la demande des messieurs de la famille Cleeve de distribuer des permis pour leurs travailleurs/euses. Le 14, l'ensemble de la Chambre du Commerce de Limerick envoya à Andrew Bonar Law (le leader syndicaliste britannique et alors premier ministre en exercice), au Vicomte french, représentant local du roi (Lord Lieutenant) et à Griffin, une déclaration condamnant le système des permis. Le Sinn Féin soutint la grève et le maire O'Mara refusa de quitter la zone concernée pour sa maison, préférant rester dans un hôtel durant la grève.

Naturellement, et à la vue de l'apparente collaboration de classe, la presse Unioniste regarda la grève comme rien de plus qu'un front pour le Sinn Féin. Le point est que l'autorité exercée durant les deux semaines du Soviet de Limerick ne fut pas celle du Conseil Communal bourgeois, que le Sinn Féin avait toujours placé au centre de ses stratégies, mais celle du Conseil local des métiers, un organisme de la classe ouvrière, aussi inefficace qu'il se soit révélé sur le long terme. Le Président du Conseil, Cronin, prudemment ne développait pas ses objectifs au delà de l'annulation de la mesure militaire sur les permis. Comme auparavant, avec la grève générale nationale irlandaise contre la conscription d'avril 1918, la cause était un idéal/droit (dans ce cas la liberté de mouvement des gens, et plus spécialement celle des travailleurs/euses) plus que la question nationale. Bien sûr l'IT&GWU avait des connections avec le Sinn Féin et le syndicat était un des premiers participants à la grève, néanmoins une soumission complète au Sinn Féin aurait signifié continuer le travail. Le Soviet de Limerick demeure une stratégie de la classe ouvrière, exécutée par un mouvement ouvrier conscient, même s'il était peu développé. Le Sinn Féin, conçu dès le départ comme un organisme bourgeois, n'aurait pu le diriger.

Le Comité de Grève dut bientôt intensifier la lutte. La menaçante pénurie alimentaire commença à apparaître le premier jour. En conséquence, le Comité ordonna le rationnement des repas d'hôtels. Dans la soirée, il délivra des permis (devant être mis en application par les piquets de grève) pour que des magasins vendent du pain, du lait et des patates de 14 à 17 heures, le jour suivant et pour que les boulangeries maintiennent la production. Le 15 avril, il autorisa les bouchers et le mercredi 16 avril, les marchands de charbon à ouvrir de la même manière. Les résultats immédiats rendirent clairs que plus d'organisation était nécessaire : craignant la pénurie, les consommateurs/rices dans les magasins ouverts faisaient des achats de folie. À la fin du 15 avril, les magasins vendant des patates dans les parties les plus pauvres de Limerick durent fermer. Après leur expérience le jour suivant, les 6 plus gros marchands de charbon refusèrent de rouvrir pour le reste de la quinzaine, bien que le Comité de Grève ait commandé une partie de leur charbon.

Pour éviter la pénurie alimentaire, le Comité de Grève établit un organisme subordonné de quatre conseillers municipaux avec un contrôle sur les Volontaires locaux pour organiser l'approvisionnement en nourriture de Limerick. Il ouvrit un dépôt alimentaire, sur la rive nord de la rivière Shannon, pour recevoir les livraisons (principalement de lait, de patates et de beurre) des fermierEs du comté de Clare, dont l'organisation de l'approvisionnement était dirigée par Fr. Kennedy d'Ennis. À la fin de la première semaine, le sous-Comité promettait de la nourriture d'autres régions d'Irlande et en provenance des syndicats en Grande-Bretagne. La nuit, des bateaux avec des rames enveloppées de tissus et le jour des corbillards de l'hôpital correctionnel, qui étaient vides de tout corps, apportaient les fournitures dans la ville. Un navire qui était arrivé dans le port reçut un permis autorisant qu'il soit déchargé de ses 7 000 tonnes de grain. Dans la ville de Limerick elle-même, le sous-comité gérait quatre dépôts de distribution dont il fixait les prix de détail pour leur vente. Il organisa même l'approvisionnement en foin pour des chevaux de trait. Les profiteurs/euses étaient immédiatement fermés. Finalement, le sous-Comité dut créer son propre sous-comité pour gérer les différents aspects de sa tâche.

D'autres sous-comités sous l'autorité de directeurs furent établis pour superviser les piquets et la propagande. Le premier organisme s'occupait des piquets qui effectuaient des tâches de police dans la zone, cela incluait faire respecter les heures d'ouverture des commerces, la régulation des queues et de la détention des permis. Il appliqua une interdiction sur les voitures taxis et les fiacres qui apparaissaient dans les rues sans permis et sans afficher la notice « Travaillant sous l'autorité du Comité de Grève ». On raconte l'histoire d'un officier de l'armée des Etats-Unis qui arriva à Limerick sur sa route pour visiter des membres de sa famille qui vivaient près, mais en dehors, de la ville. Après avoir reçu son permis, il exprima sa perplexité à propos de « qui dirige par ici. On doit avoir un permis militaire pour entrer et être amené devant le Soviet pour obtenir un permis pour partir ». Dans les tâches les plus normales du travail de police, le succès du sous-comité des piquets, qui avait supplanté la RIC, peut être mesuré par le fait qu'il n'y eut pas de pillages et, par conséquent pas d'affaires amenées devant les tribunaux correctionnels locaux (Petty Sessions). En fait, comme Thomas Farren, du Conseil des Métiers de Dublin et de l'Exécutif National du Parti Travailleuse, le remarquait au Congrès de Drogheda du Parti travailleuse Irlandais et du TUC (Trade Union Congress) en août 1919, il n'y eut pas une seule arrestation durant toute la grève. À la fin de la première semaine, ce sous-comité semble également avoir dû se scinder en deux : un pour les permis et un pour le transport.

Le sous-comité à la propagande fut responsable des publications du Comité de Grève, plus notablement de son bulletin quotidien des travailleurs/euses. Cela maintint la publication tout au long de la période de grève, bien que jusqu'au jeudi 17 avril, trois des quatre journaux locaux (bourgeois) parurent, autorisés par le Comité de Grève.

Un autre sous-comité apparut bientôt. Le 18 avril, Cronin annonça un fond pour approvisionner le Soviet en argent parce qu'il y avait besoin de liquidités à la fois pour des achats à l'extérieur et pour garder sa circulation à l'intérieur de sa zone. Un sous-comité fut établi pour préparer ce fond. Il était composé de comptables compétents et d'employés dans le département des finances des firmes de Limerick.

Le Comité de Grève gagna une publicité internationale dû à un fait fortuit. Des préparatifs avaient été fait pour une course aérienne transatlantique, et l'un des concurrents, le Major Wood, prévoyait de refaire le plein sur le terrain proche de Bawnmore. En conséquence, de nombreux journalistes étaient dans la ville y compris des représentants du *Chicago Tribune*, du *Matin de Paris*, et une agence de l'Associated Press of America desservant 750 journaux. Tous ces reporters vinrent sous l'autorité du Comité de Grève. En bons journalistes, ils rapportèrent le fait.

Le Major Wood lui-même craignait que ses plans ne soient compromis par le contrôle du Soviet sur les approvisionnements de Bawnmore. À travers l'ancien Lord maire de Limerick, Sir Stephen Quinn, il demanda la permission du Comité pour utiliser le terrain d'atterrissage. Cette permission fut accordée sur la base d'un arrangement où il reconnaissait ouvertement le Comité. En pratique, il n'eut pas à remplir sa part du marché. Sur son chemin en provenance d'Angleterre, il s'écrasa avec son avion dans la Mer d'Irlande.

## **Deux pouvoirs**

Le Vendredi Saint, 13 avril, Un double pouvoir s'était développé pleinement à Limerick. D'un côté, il y avait l'armée britannique. Elle avait ramené un supplément de 100 policiers à l'époque de l'enquête sur Robert Byrne. Il y avait des forces militaires considérables y compris une voiture blindée sur le pont de Sarsfield et un char (surnommé « Scotch et Soda »). Il y avait les routes dans la zone concernée par la loi martiale barrées par du barbelé. En même temps, il était prudent de ne pas montrer de réticences à accorder les quelques permis qui étaient demandés.

Contre le pouvoir colonial, il y avait la force pleine et entière du mouvement ouvrier organisé à Limerick, encore qu'avec le soutien actif du Sinn Féin. Seuls les plus grands marchands de charbon (avec la protection de la RIC) s'étaient opposés au Comité de Grève et c'était moins par principe que par intérêt personnel. Toutes les autres sections de la communauté acceptèrent la direction du Comité de Grève. Les pubs étaient fermés (et le restèrent tout au long des 15 jours de la grève, ce qui contribua sans aucun doute à l'absence de crime). D'un autre côté, le Vendredi Saint, le cinéma fut autorisé à ouvrir, ses bénéfices allant à la caisse de grève. Les sessions judiciaires de Bruff (quarter sessions, tribunaux locaux se réunissant en général 4 fois par an, jugeant les affaires trop graves pour les Petty sessions et pas assez pour les assises, ils avaient la réputation d'être expéditifs et sévères – Note du CATS) durent être ajournées parce que les plaignantEs et les officiels des cours refusèrent d'y assister. Les marchands de cochons de Limerick s'étaient eux-mêmes absentes des foires de Nenagh et Athlone. Les fermiers du voisinage acceptaient que, du fait de la fermeture de la crèmerie et de l'usine de lait condensé de Lansdowne, le prix de leur lait ait baissé à un shilling par gallon et que le Soviet applique son prix de détail à 4 pennies par quart. D'après Cronin, l'armée britannique fut affectée : un régiment écossais dut être renvoyé chez lui précipitamment quand il fut découvert que ses soldats laissaient les travailleurs/euses entrer et sortir de la ville sans leur demander leur permis.

Il y avait déjà eu une épreuve de force entre les deux pouvoirs. Le 17 avril, Griffin offrit les termes qu'il avait refusés aux messieurs de la famille Cleeve à la Chambre de Commerce pour ses affiliés et les commerçants en respect pour les consommateurs/rices. La Chambre (qui incluait Francis Cleeve de la firme du même nom) rapporta les termes au Comité de Grève. Il en appela à l'ensemble des citoyens de

Limerick, blâmant « certains individus irresponsables » de le forcer à imposer le système des permis aux gens. Le Comité de Grève répondit qu'il n'avait aucun souhait de prendre les mesures qu'il avait prise, mais que les autorités militaires ne lui avaient laissé aucune alternative ; pour empêcher que d'autres souffrent du système de permis plus tard, il n'avait pas d'autre option que d'entrer en mouvement. Sa déclaration fut soutenue indépendamment par un certain nombre de membres du clergé de la ville, emmené par l'évêque, Dr Hallinan, qui dénoncèrent la mesure des permis comme « injustifiable » et inconsiderée et, également, attaquèrent la gestion militaire des funérailles de Robert Byrne. Le dimanche de Pâques, le 20 avril, ils maintinrent leur position, félicitant les citoyens de Limerick pour leur discipline exemplaire. Ce soir là le Lord maire O'Mara organisa un meeting public qui se déroula de manière unanime, des motions demandèrent la fin de la loi martiale et la remise de tous les produits alimentaires au Comité de Grève.

Les choses ne pouvaient demeurer ainsi. Ni les grévistes ni les britanniques ne devaient gagner (un compromis serait, en pratique, simplement une forme de victoire pour l'un des deux camps) ou bien l'ensemble de la lutte serait entraînée dans une escalade qui pourrait amener le mouvement ouvrier irlandais à chercher à obtenir le pouvoir d'État.

La mesure la plus nette dans la dernière direction possible devait être prise par les cheminots. Ceux-ci avaient donné leur soutien massif à la grève. Ils avaient refusé de s'occuper du fret pour Limerick sauf où cela était permis par le Comité de Grève lui-même, ou s'il était sous garde militaire. Il était attendu qu'ils étendent leur action dans une grève des trains à grande échelle. Cronin avait attendu cela lorsque la grève fut déclarée. Le Vendredi Saint, il exprima ses espoirs une nouvelle fois. Pendant ce temps, les délégués du Comité de Grève rapportaient à celui-ci des réponses favorables à l'appel à l'extension de la grève.

Ce qui les retenait était l'inaction de l'Exécutif National du Parti Travailleuse Irlandais et du Trade Union Congress. Partiellement à cause de sa nature complexe (les membres provenaient de tous les coins du pays : son président en exercice, Thomas Cassidy, était basé à Derry, et il n'y avait aucune disposition pour un comité permanent à l'intérieur de celui-ci), partiellement parce que la grève coupa les télécommunications avec Limerick, l'Exécutif était incapable de discuter de la grève immédiatement. Le mercredi 16 avril, ses membres dublinois se mirent d'accord informellement pour envoyer le trésorier du Congrès du Parti, Thomas Johnson, à Limerick. Qui plus est, après que deux grévistes aient ramené un rapport sur la situation dans la ville, ils appelèrent à un meeting de l'ensemble de l'Exécutif pour le jour suivant.

Le meeting déclara que la grève concernait le droit basique des travailleurs/euses à voyager et il appela tous/tes les travailleurs/euses et les gens du monde à la soutenir. Mais il ne fit aucune recommandation ou appel à élargir la grève, préférant attendre jusqu'à ce que la masse de ses membres puisse aller à Limerick. C'était le début du week-end de Pâques, le jour suivant était le Vendredi Saint et le lundi de Pâques, à la fois Cassidy et l'influent leader du syndicat des drapierEs, O'Lehane, avaient des meetings de leurs propres syndicats.

Ainsi l'Exécutif décida de rester inactif jusqu'au mardi 22; Toutefois, la *Voix du Travail* du samedi incluait un reportage de dernière minute sur le Soviet au côté d'une exhortation aux travailleurs/euses d'ailleurs à « se tenir prêtEs » à faire grève en sympathie. Pendant ce temps des tendances se développaient pour affaiblir la grève.

### **Le militantisme ouvrier augmente**

Le 19, contre l'opposition du maire, les Magistrats Résidents (des juges nommés localement par l'administration britannique, souvent d'anciens membres de l'armée britannique – Note du CATS) en appelèrent à Griffin pour étendre les limites de la zone placée sous loi martiale. Le mercredi 14 avril, la Chambre de Commerce discuta sérieusement si ses membres devaient briser la grève car ils commençaient à être touchés par la pénurie d'argent. Ils se prononcèrent contre pour l'instant.

Le lundi 21, un coup majeur fut donné à Londres. HR Stockman, parlant au nom du TUC britannique et, en particulier, des syndicats dont les membres étaient impliqués dans la lutte, déclara qu'elle était politique et, par conséquent, donna instruction aux dits syndicats de refuser les indemnités de grève à celles et ceux de ses membres qui y étaient impliqués.

Cette mesure fut dénoncée le jour suivant par Sean Cronin. Il insista sur le fait que le conflit était entièrement une question de travail plutôt qu'un droit élémentaire à la grève pour les libertés démocratiques. À un niveau politique plus élevé, un soutien en provenance de Grande-Bretagne fut offert par le petit Parti Socialiste Britannique (plus tard le noyau du Parti Communiste de Grande-Bretagne) et par le Parti Travailleuse Indépendant. Stockman lui-même offrit par conséquent de discuter la question avec le Parti Travailleuse Irlandais. Toutefois, sa déclaration fut particulièrement soutenue par l'Exécutif de l'Union Nationale des Cheminots qui ordonna à ses membres irlandais d'éviter l'action à moins qu'il ne la dirige. Ceci n'était pas nécessairement un cap d'action qui était acceptable pour les dits membres, comme cela fut montré plus tard par leurs délégués au Congrès de Drogheda du Parti Travailleuse Irlandais et du TUC. Cela plaçait de plus, de manière isolée, la responsabilité sur cet organisme Exécutif.

Tandis que le Comité de Grève était attaqué par la bourgeoisie locale et par les bureaucrates des syndicats britanniques, il avait également des maux de tête causés par sa base. Le militantisme de celle-ci augmentait de manière constante. Le samedi 19 avril, il y eut un incident quand une sentinelle dispersa une foule de garçons. Le lundi suivant, il y eut une affaire plus sérieuse. Un match de hurling (une sorte de hockey sur gazon se pratiquant en Irlande – Note du CATS) pour Pâques eut lieu à Caherdavin, sur la rive nord de la rivière Shannon, en dehors de la zone sous loi martiale. Beaucoup de personnes utilisèrent l'opportunité pour chercher querelle. En retournant en ville ce soir là, environ 300 individus refusèrent de montrer leurs permis (ou nièrent sa possession) au poste de contrôle du pont de Sarsfield. Les sentinelles furent rapidement renforcées par 50 policiers et par le char et la voiture blindée. Avec une discipline remarquable, les protestataires défilèrent en cercle, s'arrêtant au poste de contrôle seulement pour que chacunE nie être en possession d'un permis. Plus tard, certainEs traversèrent la rivière en bateau. CertainEs passèrent la nuit avec des sympathisantEs dans les alentours de la zone de Thomondgate. La majorité, qui fut rejointe par Thomas Johnson, organisa un concert de minuit, des danses et un souper dans une salle proche liée au mouvement pour la tempérance et dormit là ou campa dehors. Le jour suivant, ils/elles embarquèrent dans un train pour Limerick à la gare de Longpavement et évitèrent un cordon militaire au terminus de la ville en descendant du côté opposé au quai où les troupes attendaient. La garnison fut renforcée pour éviter la répétition de cet incident. Le jour suivant des coups de feu furent tirés par la troupe à la Pelouse de la Foire du Munster quand des gens évitèrent de montrer leurs permis, mais personne ne fut touché Le même jour également, l'armée utilisa ses armes contre un présumé briseur de blocus plus déterminé, mais ne le tua pas ni ne le blessa.

Un autre mal de tête pour le Comité de Grève était la pénurie d'argent. Celui-ci fut réduit par des dons fournis par des Conseils de Métiers et des syndicats : l'ITGWU maquilla une première défaillance dans l'envoi d'indemnités de grève en donnant 1 000£ à la caisse de grève – ce qui n'était pas une grosse somme si on considère son affirmation d'avoir 3 500 membres dans la ville. Des dons furent envoyés par de nombreux/ses sympathisantEs, y compris le GAA (Gaelic Athletic Association, Association Athlétique

Gaélique, association sportive et culturelle présente dans les 32 comtés d'Irlande, toujours actives aujourd'hui – Note du CATS) et l'évêque et le clergé du diocèse de Killaloe. Néanmoins, ceux-ci pouvaient seulement aider dans une certaine mesure. Le Parti Travailleiste et l'Exécutif National du TUC estimèrent, plus tard, que 7 000 à 8 000£ par semaine étaient nécessaires pour maintenir le Soviet. Seulement 1 500£ étaient arrivées lorsqu'il prit fin après quinze jours.

Le sous-comité aux finances travaillait avec Johnson pour préparer des designs pour des billets de banque spéciaux devant être imprimés sur le crédit de Limerick et de son Comité de Grève. De tels billets pour la valeur totale de milliers de livres furent produits en coupures de 1£, 5£ et 10 shillings. D'après John McCann, « cette monnaie était acceptée par nombre de commerçantEs sur la promesse de remboursement par le Conseil des Métiers. Finalement ces billets furent remboursés laissant un surplus dans un fond qui avait été souscrit par des sympathisantEs dans tous les coins d'Irlande ». D'autres sources, cependant, suggèrent que la grève se termina avant qu'ils aient pu être mis en circulation de manière générale.

Pendant ce temps, la grève continuait à gagner du soutien parmi les travailleurs/euses. Le 23, les employéEs de la workhouse (institution où étaient mis de force les pauvres sans emploi ou vagabondEs – Note du CATS) la rejoignirent.

### **Les bureaucrates syndicaux font mouvement**

Le dimanche de Pâques, le 20, deux membres supplémentaires de l'Exécutif National du Parti Travailleiste. Cette nuit là, au meeting appelé par le Lord Maire O'Mara, Cronin offrit, au nom du Comité de Grève, de leur remettre le pouvoir. S'il ne se sentit pas à la hauteur, une partie de la raison était qu'il savait ce qui devait être fait pour gagner la grève et il croyait que les membres de l'Exécutif National seraient capables et déterminés à étendre la lutte. Il avait déjà parlé d'en appeler aux cheminots, maintenant il déclarait que l'Exécutif National ferait de Limerick le quartier général de la révolution nationale et sociale en Irlande.

Les autres membres de l'Exécutif National arrivèrent à Limerick dans les deux jours, mardi et mercredi 22 et 23 avril. À cette dernière date, ils parlèrent avec le Comité de Grève jusque tard dans la soirée. Les espoirs de Cronin furent anéantis. La délégation déclara qu'elle n'avait pas le pouvoir d'appeler à une grève générale nationale sans l'autorité d'une conférence spéciale du Parti et du TUC. En tout cas, une telle grève pouvait seulement durer quelques jours car, selon les mots de Thomas Farren, « dans l'état existant des affaires ils/elles n'étaient pas préparés pour la révolution ».

Ce que la délégation proposa à la place était à la fois limité et totalement utopique. Johnson décrivit ainsi cette proposition à Drogheda ... « que les hommes et les femmes de Limerick qui, croyait ils, étaient résoluEs et déterminéEs à se sacrifier beaucoup pour la cause pour laquelle ils/elles combattaient, devaient évacuer leur ville et la laisser comme un obus vide entre les mains de l'armée. Ils avaient faits des arrangements pour loger et nourrir les gens de Limerick s'ils/elles étaient d'accord avec la proposition de l'Exécutif. Beaucoup des hommes de Limerick qu'ils avaient consulté étaient en faveur de cette proposition. L'Exécutif fit alors cette proposition devant le comité local et, ayant argumenté en sa faveur, laissa la question entre les mains du comité. Celui-ci se prononça contre. Ce fut leur dernier mot. L'Exécutif n'allait pas à Limerick pour prendre des mains du Comité de Grève de Limerick sa propre grève ».

Ce que cela signifiait était très simple. L'Exécutif était préparé à éviter à tout prix une confrontation avec les forces occupantes. Bien que Limerick était loin d'avoir la taille qu'elle a maintenant, c'était encore la cinquième plus grande ville d'Irlande. Organiser son évacuation aurait été pour le Parti Travailleiste un

insupportable fardeau. Dans le même temps, cela n'aurait pas dissuadé l'armée britannique, dont le rôle à Limerick serait devenu ennuyeux mais certainement plus simple. Le seul résultat concevable de la proposition aurait été de ruiner le Parti Travailleiste et la grève générale nationale qu'il avait peur de convoquer, sans embarrasser le moins du monde l'impérialisme britannique. Les limites de la politique de pure protestation ont rarement été aussi évidentes. Très correctement, le Comité de Grève rejeta cette proposition.

Politiquement, si ce n'est ailleurs, la nature a horreur du vide. La gauche avait échoué à utiliser ses opportunités. Désormais le temps était mûr pour les alliés bourgeois des grévistes de changer de camp. Le jour d'après que l'Exécutif ait rencontré le Comité de Grève, le maire et l'évêque de Limerick rendirent visite au général Griffin. Ce qui se passa lors de cette rencontre est inconnu. Les événements ultérieurs indiquent qu'ils obtinrent ce qui pouvait être considéré comme un compromis : le Soviet devait cesser et si après cela il n'y avait pas de troubles dans la zone sous loi martiale, l'ordre d'avoir des permis militaires serait annulé.

Confronté à cette offre, soutenue comme elle l'était par les leaders bourgeois de Limerick, spirituels et temporels, déserté à ce jour par l'Exécutif National de son organisation, sauf par la personne de Johnson, le Comité de Grève commença à battre en retraite.

## **Défaite**

Le jour même où le maire et l'évêque rencontraient le général, il déclara que l'avis de grève était annulé pour celles et ceux travaillant à l'intérieur des limites de la zone sous loi martiale. Pour les autres, la grève continuait. En fait Johnson fut applaudi à un meeting au dehors de l'Institut de Mécanique quand il promit une Conférence Spéciale pour discuter de la grève. Le jour suivant, il appela à plus d'aide financière.

Toutefois, et spécialement à Thomondgate où les travailleurs/euses retournaient à leurs emplois dans la zone sous loi martiale, il y avait une amertume considérable et des exemplaires de la proclamation limitant la grève furent déchirés. Beaucoup parlaient d'un « second Soviet », menaçant de refuser les permis. Au pont de Sarsfield, le samedi 26 avril, des manifestantEs empêchèrent des détenteurs/rices de permis de traverser jusqu'à ce qu'ils/elles soient dispersés par la police.

Mais seule la moitié des grévistes était alors retourné au travail. Les usines de bacon fumé demeurèrent fermées bien que cela soit dû plus à une pénurie de viande de cochons qu'aux permis : elles étaient dans la zone concernée par la loi martiale. Plus significativement, l'usine de la Compagnie du lait Condensé dut rester fermée. Hallinan et O'Mara accrurent leurs demandes pour la fin totale de la grève. Le dimanche, le Père William Dwane, un prêtre qui n'avait pas signé la lettre circulaire de l'évêque, dénonça la grève depuis la chaire de St. Michael, comme ayant été appelée sans avoir consulté l'évêque et le clergé.

Même sans cela, le Comité de Grève ne pouvait résister à la pression. L'évêque et le maire avaient au moins quelques lignes d'action (ou plutôt d'inaction), le Comité n'en avait aucune. Le même jour que l'attaque de Dwane, il déclara la fin de la grève générale de Limerick. Le jour suivant, sauf pour les minoteries et les usines de bacon, la ville retournait à la normale. Sept jours après, la proclamation de la loi martiale fut annulée et les permis pour entrer dans la zone qu'elle couvrait furent déclarés inutiles à partir de minuit dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 mai. Le 10 du même mois, la Chambre de Commerce retrouva la voix que le sentiment populaire l'avait contraint à taire. Elle dénonça le Comité de Grève pour ne pas l'avoir consulté et pour ne pas avoir donné les préavis adéquats aux employéEs municipaux/ales dans leur ensemble. Elle laissa entendre que, si on lui avait demandé, elle aurait pu

travailler avec le Conseil des Métiers pour mener des actions communes (non spécifiées) telles qu'elles auraient évité la « grève désastreuse ». Elle remarquait que si elle avait agi pour lock-outer sans consultation les employéEs de ses membres, le Conseil des Métiers « l'aurait amèrement ressenti ». De manière séparée, elle estima que la grève avait causé des pertes de 42 000£ en salaires et de 250 000£ en chiffre d'affaires.

La défaite du Soviet de Limerick, quoi qu'il en soit sur le long terme, fut causée de manière immédiate par l'acceptation de la direction bourgeoise par le Comité de Grève. Toutefois, celle-ci était elle-même causée par le refus de l'Exécutif National du Parti Travailleiste et du TUC de s'embarquer dans une lutte qui aurait pu causer des problèmes majeurs mais qui aurait pu mener à la République des Travailleurs/euses. Dans son discours au Congrès du Parti de Drogheda, Johnson justifia sa position : « Il y a des moments où les gens locaux doivent prendre eux/elles mêmes la responsabilité de faire les choses et d'en supporter les conséquences » et ceci, affirmait-il, était l'un de ses moments. Mais lorsque cette action avait été lancée, il aurait fallu donner de la considération à toute suggestion d'une extension énorme de l'action. Ils/elles ne pouvaient jamais gagner une grève contre l'armée britannique en laissant seulement les outils. Mais il y avait toujours en Irlande la possibilité qu'une action agressive de ce côté de la mer entraîne rapidement une action agressive de l'autre côté. C'était à eux en tant qu'Exécutif de décider si c'était le moment d'agir en Irlande, s'il y avait une probabilité de réponse en Angleterre et en Écosse, et leur connaissance de l'Angleterre et de l'Écosse ne les conduisait pas à penser qu'une grande action en Irlande aurait amené un mouvement en réponse dans ces pays. Une grève générale aurait pu être légitimement appelée en Irlande en 12 occasions durant les deux dernières années. Mais ce n'était pas une question de justification. C'était une question de stratégie. Est-ce qu'ils doivent suivre la ligne de l'ennemi ou bien suivre leur propre ligne ? Ils savaient que si les cheminots entraient en grève, les soldats auraient pris le contrôle des voies ferrées le jour suivant. Ils savaient que si les soldats étaient mis sur les voies ferrées, celles-ci auraient explosées. Ils savaient que cela signifiait une révolte armée. Allaient-ils, en tant que syndicalistes, suggérer que c'était à leur Exécutif de dire si une telle action devait être déclenchée à un moment particulier, en sachant, en étant assurés comme ils l'étaient, que cela aurait produit une révolte armée en Irlande ? Il croyait qu'il était très possible que cela soit par l'action du mouvement ouvrier en Irlande que l'insurrection soit développée un jour. Cela aurait pu être l'occasion de décider une politique d'abandon des outils qui aurait eu l'effet d'appeler les forces armées de la Couronne. Mais Limerick ne fut pas cette occasion.

Les suppositions de Johnson étaient partagées par la vaste majorité des déléguéEs présentEs. Seul DH O'Donnell, du Syndicat des Travailleurs Alliés cléricaux Irlandais critiqua la stratégie qui avait été suivie. Deux critiques passés et futurs de la ligne du Parti, PT Daly, ancien Secrétaire de l'Exécutif National, et Walter Carpenter du Syndicat International des Machinistes Coupeurs et presseurs (International Tailoring Machinists and Pressers Union), qui sera plus tard un membre fondateur du Parti Communiste d'Irlande, se hâtèrent de déclarer leur soutien à ce qui avait été fait. L'organisateur militant de l'ITGWU dans la région de Limerick, Sean Dowling, offrit de seconder un vote de confiance dans l'Exécutif National.

Mais, avec le bénéfice du recul, les suppositions qui guidaient cette stratégie peuvent être vues comme incorrectes. Elles impliquent que le Soviet de Limerick fut une protestation et, de manière plus importante, elle devait seulement le rester. Le temps pour une action plus sérieuse n'était pas encore là (comme le remarqua Carpenter). Mais quand le serait-il ? Johnson, l'homme qui parlait du mouvement ouvrier « trouvant son propre temps » était l'homme qui participait à l'obstruction de l'ITGWU vis-à-vis

de l'Armée des Citoyens Irlandais<sup>8</sup> sans laquelle, comme strict minimum, aucun moment ne serait trouvé qui serait vraiment favorable pour le mouvement ouvrier irlandais.

Johnson n'avait pas non plus la compréhension du handicap politique que la simple organisation du Parti Travailleur Irlandais et du TUC avait sur le développement de la politique de la classe ouvrière. À cause du poids mort représenté par la politique de milliers de recrues brutes et inexpérimentées qui étaient entrées dans le mouvement sur une base industrielle, il y avait une excuse constante pour la direction du mouvement afin d'éviter toute initiative politique radicale.

Un homme qui essaya de traiter ce problème dans la forme qu'il avait prise à Limerick fut MJ O'Lahane de l'Association des Assistants Drapiers d'Irlande (Irish Drapers' Assistants' Association). Il déposa une motion appelant à une Conférence Spéciale pour donner à l'exécutif le pouvoir d'appeler à une grève ou de s'y opposer (y compris les grèves générales), de contrôler la propagande et de payer les grévistes et les victimes de lock-out avec un prélèvement spécial. Malgré l'opposition, principalement en provenance des syndicats de métier et des syndicats de cheminots, cette motion fut proposée et oubliée. O'Lehane lui-même mourut de manière précoce en 1920. En tout cas, donner simplement de tels pouvoirs à l'Exécutif National sur ses bases d'alors n'était pas la réponse aux problèmes organisationnels du mouvement ouvrier. Quand la revendication de la base était suffisamment forte (comme avec la grève générale nationale au nom des grévistes de la faim l'année suivante), l'Exécutif prenait de tels pouvoirs sans s'excuser. Sa faiblesse résidait dans le fait qu'il était élu par les délégués d'une organisation politiquement indifférenciée de la classe ouvrière pour mener des tâches qui requéraient un parti révolutionnaire politiquement aguerri.

Cela donnait ainsi du soutien à Johnson et à ses collègues dans une situation matérielle qui allait se développer et leur prouver qu'ils avaient catastrophiquement tort. Bientôt allaient venir la Guerre des Black and Tans, la Guerre Civile, la partition nationale et l'affaiblissement de la classe ouvrière, à la fois nationalement et internationalement. Même dans le court terme, la prophétie de Johnson des résultats terribles d'une grève nationale politique des chemins de fer devait être démentie par les événements de l'année suivante, quand les cheminots irlandais firent grève sur la question des munitions dans un contexte beaucoup moins à leur avantage. Ni le Parti Travailleur Irlandais ni le mouvement syndical – avant ou après sa rupture avec l'ancien – ni en fait le Parti Communiste Irlandais ne sont jamais arrivés à s'accorder sur cet échec politique.

Comme pour Limerick même, les effets ultérieurs de la grève n'appuyèrent pas l'idée que la question nationale allait dans le sens de la question sociale. Il faut l'admettre il y avait quelques preuves superficielles de cela. Suivant immédiatement la fin de la grève, Limerick eut une exemption accordée pour le jour National Irlandais (en réalité une grève générale) en célébration du 1<sup>er</sup> mai 1919 (la seule fois où ce jour a été célébré ainsi dans l'histoire irlandaise jusqu'à récemment). La force de travail de la ville acceptait que Limerick avait besoin d'un retour à l'ordre de son économie aussitôt que possible. On ne vit pas non plus Limerick touchée par des occupations de lieux de travail par leurs employés telles que celles qui se sont produites à Cork, Waterford et dans plusieurs villes du Munster et ailleurs durant les quatre années suivantes. Son Conseil des Métiers et du Travail appela à la fin de la Grève des Munitions en 1920 avant que celle-ci ne soit finalement terminée nationalement. Il est également vrai que, quand

---

<sup>8</sup> Irish Citizen Army, fondée par James Connolly, Jim Larkin et le capitaine White en 1913 lors du grand lock-out de Dublin pour protéger les manifestations ouvrières des attaques de la police. Elle devient une milice ouvrière, syndicaliste et républicaine irlandaise armée en 1914. Environ 200 de ses membres, hommes et femmes, participent à l'insurrection de Pâques 1916 à Dublin. Elle se fonda dans l'IRA au début de la Guerre d'Indépendance – Note du CATS

enfin le Parti Travailleiste et le Trade Union Congress décidèrent de combattre une élection générale (pour le troisième Dail en juin 1922), le Conseil Uni des métiers et du Travail de Limerick ne présenta pas de candidat, se montrant lui-même, sur cette question, en phase avec les RépublicainEs cohérentEs qui s'opposaient aux Articles d'Accord<sup>9</sup>.

Mais cette preuve est plus que démentie par d'autres faits. Certainement les travailleurs/euses de Limerick ne furent en aucune manière à l'arrière des luttes industrielles durant la période restante de la Guerre d'indépendance et de la Guerre Civile. Les mesures défaitistes de son Conseil des Métiers vinrent seulement une semaine avant le reste du pays après une lutte de six mois et demi durant lesquels la ville avait souffert plus que toute autre comparable dans le pays. Encore plus significatif que le retrait tactique des travailleurs/euses de Limerick du jour chômé du premier mai était le fait que, quand les employéEs de la Compagnie du Lait Condensé de Lansdowne reprirent le travail, leur shop-steward resta parmi eux/elles, son renvoi étant oublié par la compagnie. Que l'usine ne soit pas occupée en mai 1922, comme les autres usines de la Compagnie du Lait Condensé, était dû au fait que ses travailleurs/euses avaient été auparavant en grève durant un mois avant la question des avis de licenciements qui provoquèrent les occupations et qu'à Limerick s'était installé une garnison de la nouvelle Armée Nationale (Saorstat) qui protégeait la propriété de la Compagnie de manière plus déterminée que ne le firent les forces Anti-traité ailleurs. La ville avait un mouvement organisé de chômeurs/euses et un mouvement organisé de locataires, ce dernier organisa les occupations de maisons à Garryowen en 1922. L'année suivante également, une grève des ouvriers imprimeurs déboucha à Limerick sur la publication par les grévistes de leur propre « *Limerick Herald* ». Que le Conseil des Métiers ne conteste pas l'élection générale de 1922 semble être dû autant à la continuation de son syndicalisme anti-parlementaire (et au stimulus apporté à celui-ci par les luttes sociales spontanées de l'époque) qu'à une influence Anti-Traité. En 1923, quand les luttes sociales des travailleurs/euses aussi bien que la lutte nationale étaient en train d'être défaites, le Conseil présenta des candidats pour le Dail des vingt six comtés<sup>10</sup>.

Par dessus tout, même si la ville et le comté de Limerick n'étaient pas prêts de jouer de nouveau le rôle prééminent joué par la ville en avril 1919, ce n'était pas seulement parce qu'ils furent surpassés, particulièrement, dans la sphère de la lutte des classes, par les comtés de Cork et Tipperary, qui étaient également des foyers républicains. Limerick n'a pas besoin de s'excuser pour son Soviet. Ce fut la direction du mouvement de la classe ouvrière qui le trahit (bien qu'étayée par la forme prise alors par l'organisation du Parti). Cela explique que le Soviet de Limerick n'eut pas dans l'histoire irlandaise la place qu'eut celui de St Petersburg dans l'histoire de la Russie. Même ainsi, durant deux courtes semaines, la ville a montré à l'Irlande la vision de la république des travailleurs/euses.

---

<sup>9</sup> Nom parfois donné au traité anglo-irlandais, signé en décembre 1921, qui mit fin à la Guerre d'Indépendance Irlandaise en instaurant la possibilité d'un autogouvernement irlandais mais aussi, cause de la guerre civile qui allait suivre, la partition de l'île entre une république irlandaise au sud et un territoire sous contrôle britannique au nord, à savoir l'Ulster – Note du CATS.

<sup>10</sup> L'Irlande compte historiquement 32 comtés, après le Traité de 1921, 26 comtés formèrent ce qui allait devenir la république d'Irlande, les six comtés restants, en Ulster, à majorité protestante favorable au maintien de l'Union avec la Grande-Bretagne, restèrent sous contrôle britannique – Note du CATS.

Les sources de ce travail sont les journaux de l'époque, les papiers de William O'Brien à la Bibliothèque Nationale, les minutes du 25<sup>ème</sup> Congrès annuel du Parti Travailleiste Irlandais et du TUC et le récit de John McCann dans « War by the Irish » (Kerryman).

Cette brochure est basée sur le texte d'un exposé fait par D.R. O'Connor Lysaght lors d'un meeting public tenu à l'Institut Mécanique de Limerick le 27 septembre 1979.

Publié à l'origine par la branche de Limerick de People's Democracy<sup>11</sup>, pour marquer le 60<sup>ème</sup> anniversaire du Soviet.

---

<sup>11</sup> Organisation d'extrême-gauche défendant les droits civils et les libertés publiques en Irlande du Nord et partisane de l'instauration d'une république socialiste dans toute l'Irlande. Elle fut fondée par des étudiantEs en 1968 et resta active jusque dans les années 1980 avant de devenir groupusculaire dans les années 90 – Note du CATS.